

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 24 avril 2019

Non à l'accord institutionnel avec l'UE sous sa forme actuelle

Oui à la réforme fiscale et au financement de l'AVS, non à l'accord institutionnel avec l'UE sous sa forme actuelle : voilà les décisions qu'a prises aujourd'hui la Chambre suisse d'agriculture de l'Union suisse des paysans.

Plus tôt dans la journée, la Chambre suisse d'agriculture (CSA) de l'Union suisse des paysans (USP) a émis ses recommandations de vote quant aux objets soumis au peuple le 19 mai prochain et traité de la prise de position sur l'accord institutionnel avec l'UE. Les membres de la CSA ont dit « oui » à la loi relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS, car les familles paysannes dépendent aussi bien d'un financement solide de l'AVS que d'une économie prospère et d'un État aux finances saines. Pour ce qui est de la loi sur les armes, la CSA a renoncé à formuler une recommandation de vote.

Par la conclusion d'un accord institutionnel, le Conseil fédéral entend consolider la voie bilatérale ainsi que l'accès au marché intérieur de l'UE, et en assurer la pérennité. L'USP s'est toujours montrée favorable à la voie bilatérale. Cependant, les familles paysannes estiment que, sous sa forme actuelle, l'accord institutionnel entraîne une perte considérable de souveraineté de la Suisse et remet en question la poursuite d'une politique agricole indépendante. Elles demandent dès lors au Conseil fédéral de garantir l'autonomie de la politique agricole suisse et le maintien des aides d'État, comme les paiements directs. Pour le secteur agricole, il importe aussi que la production reste exempte d'OGM. Dans une lettre adressée au Conseil fédéral, les membres de la CSA indiquent qu'ils ne peuvent approuver l'accord institutionnel sous sa forme actuelle et en exigent la révision.

Campagne d'information

Vu les nombreux thèmes agricoles qui font réagir la société à l'heure actuelle, les familles paysannes veulent à nouveau présenter les tenants et aboutissants de la production et montrer leurs prestations au public. Toutes placées sous le slogan « Nous protégeons ce que nous aimons », une multitude de mesures sont mises en œuvre par le biais de panneaux informatifs, de prospectus, de présences aux foires, de la page web www.agriculture-durable.ch et de la [page Facebook](#) du même nom pour chercher le dialogue avec la population. En sa qualité de cheffe de file, l'USP estime à 800 000 francs le coût de cette campagne d'information et de discussion, quelque 300 000 francs provenant de sa poche. Les 500 000 francs restants sont des promesses ou des déclarations d'intention de la part d'entreprises et d'organisations agricoles, ou des demandes encore en cours. À la mi-mai, l'installation de panneaux aux abords des champs et des étables de toute la Suisse ainsi que les premières présences aux foires marqueront le coup d'envoi officiel de la campagne.

Renseignements :

Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93

Urs Schneider, directeur adjoint et responsable du département Communication & Services internes, tél. 079 438 97 17

www.sbv-usp.ch